

Trois principes de la guerre psychologique

Philippe Augier*

Le bon sens commun repousse l'idée qu'un conflit majeur entre l'Est et l'Ouest, comprenant l'utilisation des armes nucléaires, est possible. D' une part, la difficulté d'évaluer avec précision l'étendue et l'importance de ce que l'on a appelé «l'hiver nucléaire» (nuit totale résultant de l'explosion de quelques milliers de mégatonnes de combustible nucléaire et entraînant la suppression de toute forme de vie non seulement sur le théâtre du conflit mais dans une zone beaucoup plus vaste) et, d'autre part, le fait qu'il n'y a aucun intérêt pour une puissance qui veut occuper le territoire de son voisin à le vitrifier, c' est-à-dire à le détruire complètement, semblent devoir exclure toute éventualité d'utilisation massive de l'arme atomique. Si l'on accepte cette idée, il est alors légitime de se demander à quoi servent les milliers d'ogives nucléaires déployées dans les deux camps.

On sait que les FNI de l'Alliance Atlantique constituent un des éléments fondamentaux de la stratégie de la *riposte graduée*, conçue pour remédier à l'infériorité notable de l'OTAN en matière de forces conventionnelles par rapport à celles du Pacte de Varsovie. Ce que l'on sait moins bien, c'est l'utilité et la fonction des FNI soviétiques braqués sur l'Europe occidentale. Quel intérêt, en effet, de maintenir les pays européens membres de l'Alliance sous la menace du feu nucléaire, alors que son utilisation est peu vraisemblable? Quel avantage peut-on retirer de cette menace, sinon *psychologique*?

Le déploiement de ces armes par l'Union Soviétique, injustifiable stratégiquement, et la supériorité conventionnelle du Pacte de Varsovie ont conduit l'Alliance Atlantique au contredéploiement des Pershing II et des missiles de croisière comme armes de dissuasion, plus efficaces et d'une mise en place plus facilement exécutable qu'un renforcement spectaculaire des forces classiques. Non seulement les pays d'Europe occidentale souffrent de la crise économique mondiale et ne sont pas en mesure de faire les sacrifices financiers considérables qui seraient nécessaires pour rééquilibrer

* Directeur Adjoint de l'Information-NATO.

leurs forces classiques avec celles du Pacte de Varsovie, mais encore aucun parti politique ne prendra le risque de se présenter à des élections avec un programme qui multiplierait par deux ou trois les dépenses d'armement. Plus encore, ces dépenses risquent de se voir révisées à la baisse dans des pays comme la Grande-Bretagne ou le Danemark.

Nous nous trouvons donc dans une situation de statu-quo, où les deux camps semblent figés sur leurs positions, ou les négociations en cours sur le désarmement ne paraissent guère progresser mais où l'éventualité d'un conflit majeur semble impossible.

Cependant, les choses n'étant jamais stagnantes et la politique en perpétuelle évolution, une autre guerre se déroule et n'a cessé de se dérouler depuis 40 ans, une guerre moins notoire, plus discrète qu'un conflit armé mais toute aussi réelle: ce que l'on pourrait appeler «la guerre psychologique». Nous essayerons ici d'identifier *trois principes* de cette guerre, telle qu'elle est menée par l'Union soviétique, et de voir pourquoi le camp occidental est très insuffisamment armé pour y faire face.

1. La main tendue

La politique de la main tendue, admirablement pratiquée par le nouveau patron de l'Union soviétique Mikhail Gorbatchev depuis son arrivée, n'est pas nouvelle. Elle consiste à donner des intentions soviétiques une impression favorable et à véhiculer une image de marque propre à influencer les opinions publiques et très souvent à détourner leur attention d'autres manoeuvres politiques ou stratégiques accomplies dans le même temps. Ainsi a-t-on vu, par exemple, les Soviétiques exploiter les bonnes dispositions d'une Administration Américaine, pour donner l'impression qu'ils recherchaient véritablement à s'engager dans la détente et le désarmement, *alors qu'ils procédaient simultanément au déploiement des SS20 en Europe*. De nombreux exemples montrent que, s'il faut examiner attentivement et avec intérêt les propositions soviétiques en matière de réduction des armements, la plus grande vigilance est de rigueur.

En 1975, la Conférence d'Helsinki concrétisait le désir de paix de 35 pays, dont l'URSS. Quatre ans plus tard, l'Union Soviétique envahissait l'Afghanistan. L'illusion de la détente était révolue et le monde occidental s'apercevait soudain que pendant toute

cette période (deuxième partie des années 70), l'URSS s'était employée à bâtir un nouvel empire, en Afrique, en Asie, en Extrême-Orient, et à développer spectaculairement sa flotte dans le but de s'assurer une présence dans toutes les mers du globe. Un empire était conquis en temps de paix sans que la communauté internationale s'en aperçoive.¹

C'est à la lumière de tels exemples du passé qu'il faut accueillir aujourd'hui les multiples propositions de désarmement de Gorbatchev. L'arrivée à la tête de l'appareil soviétique d'un homme plus jeune, plus sympathique que ses prédécesseurs, ne doit pas créer chez les Occidentaux l'illusion que la politique étrangère de l'URSS ni les options fondamentales du marxisme-Léninisme vont changer: on a vu comment l'enthousiasme consécutif au Sommet Gorbatchev/ Reagan (à la suite duquel on a parlé en des termes dithyrambiques de «l'esprit de Genève, le nouveau visage de l'URSS»...) a rapidement fait place à une certaine déception lorsqu'on s'est aperçu qu'il s'agissait plus d'une opération médiatique remarquablement menée par le numéro un Soviétique que de la perspective d'une réduction des armements, rapide et conséquente. «Peut-on refuser d'entendre Mikhaïl Gorbatchev lorsqu'il proclame qu'il veut restaurer la détente, organiser un véritable désarmement pour sauver la paix? Qui serait contre un tel programme? Qui prendrait le risque de refuser le dialogue qu'il offre? La main qu'il tend? La stratégie qu'annonce Gorbatchev c'est une stratégie de la *détente à partir du statu quo* (c'est-à-dire avec les gains politiques et militaires obtenus par Brejnev en Afrique et en Asie) et non un retour à la case départ. Dans son projet cohabitent deux termes: détente et normalisation».²

Maître de la politique de la main tendue, Gorbatchev sait que les opinions publiques occidentales sont versatiles et manipulables. Il sait aussi qu'elles sont toutes-puissantes car dans les démocraties le pouvoir appartient à la volonté populaire, qui choisit librement ses dirigeants. Il sait combien des propositions de désarmement ou de réduction des armements sont séduisantes aux yeux des opinions publiques, combien elles peuvent donner une bonne image de marque de l'URSS et combien, pour ces raisons, elles peuvent embarrasser les dirigeants occidentaux. Car l'homme de la rue n'a pas les données nécessaires pour juger si de telles propositions sont acceptables ou non et les prend pour «argent comptant», pour des preuves de la bonne foi et du réel désir de paix de l'Union Soviétique. Les dirigeants occidentaux savent, eux, pourquoi certaines de ces propositions ne sont pas acceptables, essentiellement parce que leur mise en oeuvre ne serait pas accompagnée de *procédures de vérification* satisfaisantes ou parce qu'elles renforceraient le déséquilibre des forces. Mais ces dirigeants, contrairement à ceux de l'Est, doivent

tenir compte de la volonté populaire et notamment de la formidable influence des médias. Ils sont donc en situation précaire, «entre le marteau et l'enclume», entre l'opération de séduction de Gorbatchev et la réalité concrète contenue dans ses propositions.

La différence entre les deux systèmes est que l'homme politique occidental est un otage de son opinion publique tandis que le nomenklaturiste soviétique est un otage de son Parti.

2. L'information dévoyée

Le rôle de la presse et des médias étant aujourd'hui plus important que jamais, on a pu être conduit à parler de la «3^e guerre mondiale»: la guerre médiatique. L'idée généralement répandue que ce *qui est écrit* dans les journaux ou ce *qui est vu* et entendu à la télévision *est vrai*, est au coeur d'un gigantesque contre-sens, tellement bien installé dans les esprits qu'un journaliste a aujourd'hui autant de pouvoir, sinon plus, qu'un dirigeant politique. Ce pouvoir des médias sur les opinions publiques est accessible et utilisable et les Soviétiques en sont fort conscients.

Ainsi a-t-on vu, après la catastrophe de Tchernobyl, les «Verts» allemands redescendre dans la rue pour manifester, non pas contre la tragique déficience de l'URSS en matière de protection des centrales nucléaires, mais contre les centrales nucléaires de la République Fédérale d'Allemagne!

Ainsi a-t-on vu également une campagne de protestation orchestrée dans la presse occidentale contre la décision américaine de reprendre la production des armes chimiques, alors que personne n'a mentionné que cette décision consistait à retirer *de RFA* les armes de ce type dont disposait l'armée américaine et d'en produire de nouvelles sur le territoire américain, ni surtout que l'URSS dispose, à l'heure actuelle, de plus de 10 fois plus de ces mêmes armes, disséminées dans les diverses unités de l'Armée Rouge sur le théâtre européen.

Dans l'un et l'autre cas, on voit comment l'information de base, la réalité brute et concrète, peut donner lieu à une opération de *désinformation* et influencer l'opinion publique en présentant une image de marque radicalement fautive des intentions et des agissements de l'URSS.

En d'autres termes, «la 3^e guerre mondiale», la guerre médiatique, a réellement commencé et les armes dont dispose l'Alliance sont extrêmement peu nombreuses,

comparées à celles dont dispose le Pacte de Varsovie. Car ce qui caractérise nos sociétés démocratiques c'est, entre autres, la garantie de la liberté d'expression et du libre accès à la presse et aux moyens d'information, ce qui n'est évidemment pas le cas à l'Est. Nous dirons même que, paradoxalement, les idées véhiculées insidieusement par les pays de l'Est ont tendance, dans certains cas, à être mieux accueillies par les responsables des médias que celles défendues par l'Alliance Atlantique, dont l'image de marque reste, comme nous l'avons vu, relativement mauvaise. Il n'est pas rare de constater une certaine hostilité des véhicules médiatiques les plus importants, comme la télévision, à l'égard de l'OTAN, alors que ces mêmes véhicules diffuseront avec une certaine complaisance des informations détournées de leur véritable sens. Par exemple, l'exploitation dans plusieurs pays d'Europe, d'un certain anti-américanisme remporte toujours un grand succès: les USA décident-ils de ne plus respecter le Traité SALT 2, toute la presse se déchaîne et accuse l'Administration Reagan d'être immorale. Elle cite rarement les accusations de violations notoires de ce Traité par l'URSS, notamment avec le déploiement des SS-23 et 24.

L'information dévoyée, détournée de son sens, ou sélectionnée selon des critères politiques, en d'autres termes la *désinformation* est une technique de guerre psychologique dont le but consiste à «influencer la politique des Gouvernements, à dégrader les relations entre les pays, à saper la confiance des populations dans leur Gouvernement et dans leurs institutions». ³ Le principe fondamental de la désinformation est toujours aujourd'hui celui que décrivait, au 5^e siècle avant Jésus Christ, l'auteur chinois Sun Tzu⁴: «l'art suprême consiste à venir à bout de la résistance ennemie sans avoir à aller sur un champ de bataille. Cette méthode indirecte permet de remporter une victoire sûre et totale». Joseph Staline disait pour sa part: «le langage est un instrument pour faire la guerre et pour faire évoluer la société».

D'autre part, la nature même de la logomachie marxiste, son vocabulaire très particulier, sont un élément fondamental dans la désinformation. Par exemple, l'expression «coexistence *pacifique*» a une résonance bonne et positive. On trouve sa signification exacte dans un article de la *Pravda* d'octobre 1970: «le concept marxiste-léniniste de la coexistence pacifique ne signifie pas la propagation de la paix. Il signifie la mobilisation permanente pour la victoire finale du socialisme». ⁵

La lecture de la nouvelle rédaction du Programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique, approuvé par le 27^e Congrès en mars 1986, mériterait une longue analyse sémantique et presque un travail de décriptage. Pour prendre deux exemples, un des principaux objectifs de la politique internationale du PCUS est décrit ainsi: «maintien et

développement des rapports de l'URSS avec les Etats capitalistes sur la base de la coexistence pacifique et de la coopération mutuellement avantageuse». ⁶ Il faut lire: «maintien et développement des rapports de l'URSS avec les Etats capitalistes sur la base de la mobilisation permanente pour la victoire finale du socialisme».

On lit plus loin dans ce même Programme: «un monde sans guerres, sans armes, voilà l'idéal du socialisme». Il est clair que c'est également l'idéal de tout être humain, pourvu qu'il soit sain d'esprit. Mais il est moins clair que cette phrase signifie en réalité «la domination sur le monde du système communiste de type soviétique, sans guerres et sans armes». Nous retrouvons là l'idée de départ: les SS20 sont braqués sur l'Europe non pas pour la détruire mais comme armes de pression psychologique, pour la dominer sans violences militaires.

3. La mauvaise conscience

Un troisième principe de guerre psychologique, largement mis en application par le bloc socialiste, repose sur l'exploitation de plusieurs formes de mauvaise conscience du monde occidental.

En premier lieu la période post-coloniale est un terrain objectif d'exploitation de la mauvaise conscience et a permis à l'URSS et à ses alliés de s'implanter dans de nombreux pays du Tiers Monde, ou d'y développer des mouvements subversifs, en se posant comme «libérateurs des peuples opprimés». Bien entendu il peut s'agir de la substitution d'un colonialisme par un autre, mais aussi de l'exploitation des erreurs commises par le passé par les Européens pour dégrader et fausser leur image de marque et pour entretenir chez eux un sentiment constant de *culpabilité*. On sait par exemple comment des décolonisations comme celles de l'Angola pour le Portugal ou de l'Algérie pour la France ont pu causer de profondes blessures psychologiques, sociales et morales, qui ne sont aujourd'hui toujours pas refermées.

Il est intéressant par ailleurs de comparer «l'effet Vietnam» aux Etats-Unis et «l'effet Afghanistan» en URSS: dans le premier cas la guerre a été présentée comme l'*agression intolérable* d'une grande puissance contre un peuple pauvre et sans défense (et elle a eu pour conséquence le rejet, pendant des années, des conscrits US par la population américaine), dans l'autre cas la guerre a été présentée comme une *opération de libération* d'un peuple opprimé (et elle a eu pour conséquence l'exaltation de la vaillance du soldat soviétique, abondamment décoré par sa patrie).

Exploitation de la mauvaise conscience, aussi, des générations allemandes d'après-guerre, visant à empêcher la réconciliation des deux Allemagnes, en brandissant le spectre absurde du «revanchisme». Cette forme de mauvaise conscience a engendré, ces dernières années, l'éclosion de mouvements pacifistes qui ont dû leur relatif succès auprès de jeunes, naïfs et de bonne foi, au fait qu'il est beaucoup plus facile, légitime et moralement satisfaisant de défilier contre la guerre en général et le nucléaire en particulier, que pour manifester sa ferme intention de défendre sa patrie si elle est menacée.

Exploitation de la mauvaise conscience, encore, des Européens vis-à-vis des Américains. Il est bien connu qu'une des constantes de la politique étrangère de l'URSS est le découplage Europe/USA et une des méthodes employées dans ce domaine consiste à ternir, à fausser l'image de marque des Etats-Unis en présentant ce pays comme le diable impérialiste, soucieux d'opresser militairement et économiquement l'Europe occidentale et de vouloir l'engager, malgré elle, dans une opération d'agression contre le camp socialiste. La forme de culpabilité qui est utilisée dans ce cas s'apparente à la traditionnelle technique de «la révolte de l'esclave contre le maître».

Exploitation de la mauvaise conscience, enfin, qui consiste à faire jouer l'argument des priorités budgétaires, dans le contexte de la crise économique: l'homme de la rue occidental se laissera facilement convaincre qu'il est immoral de dépenser 3% du PNB à des fins militaires alors que, dans la plupart de nos sociétés, le chômage augmente dramatiquement, le pouvoir d'achat stagne et que l'aide sociale reste encore insuffisante. Parallèlement, il est fort peu probable que l'homme de la rue soviétique soit informé que son pays consacre quant à lui environ 15% de son PNB à des dépenses militaires ou para-militaires.

On le voit, il s'agit d'exploiter un sentiment diffus de culpabilité, de répandre l'idée qu'il est honteux d'entretenir des forces armées et à plus forte raison des armes nucléaires, pour prévenir une très improbable agression de la part de pays «qui ne recherchent que la paix». Il s'agit aussi, en *montrant sa force tout en tendant la main* (c'est-à-dire en concentrant aux frontières des forces militaires largement supérieures aux simples besoins de défense, tout en faisant des propositions de désarmement), de créer un climat de peur, d'entretenir le déséquilibre politique afin de voir, un jour, les pays d'Europe se placer eux-mêmes dans l'orbite soviétique.

Face à ces méthodes de guerre psychologique (et il existe encore bien d'autres), l'Occident est en *position de défense*, ce qui est en soi un désavantage, stratégique

mais aussi psychologique, tous les joueurs d'échecs le savent. Dans cette situation, seule la fermeté est payante (on a vu par exemple comment Felipe Gonzalez a pu gagner son référendum sur le maintien de l'Espagne dans l'Alliance et être réélu juste après, ou comment le gouvernement des Pays-Bas qui a pris la courageuse décision du déploiement des euromissiles et dont chacun avait prédit la chute, s'est trouvé raffermi) et seule la lucidité est de rigueur.

La lucidité veut dire: analyser avec intérêt les propositions de Gorbatchev en matière de réduction des armements et y répondre avec réalisme. On peut voir dans ces propositions la volonté du retour à une certaine *détente* mais lucidité veut dire aussi ne jamais oublier le sens du mot détente tel qu'il est défini par l'idéologie soviétique: «la détente crée des conditions internationales favorables à la croissance et au développement de la lutte anti-impérialiste des peuples, pour une offensive contre le monde capitaliste des monopoles».⁷

En d'autres termes, la garantie du maintien de la paix et la poursuite du dialogue constructif entre l'Est et l'Ouest reposent sur le fait que les Occidentaux ne perdent pas de vue ce que les mots veulent dire. Et ce qu'ils cachent.

NOTAS

¹ Cf. Hélène Carrère d'Encausse, «Ni paix ni guerre»

² Cité par Carrère d'Encausse, op. cit.

³ John Barron: «Le KGB»

⁴ Sun Tzu: «L'art de la guerre»

⁵ Cité par John Barron, op. cit.

⁶ Programme du PCUS, 3^e partie. Introduction

⁷ A. Sovetov «Affaires internationales», n.º 5-1979.